

# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATAPIKI 32. — N° 18.

TE VEA NO TAHITI.

Manana pae 2 me 1873.

FRAIS DE L'ABONNEMENT (payable à l'avance):  
Un franc .....  
Six mois .....  
Trois ans .....  
Un numéro ..... 25 francs.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PIÈCE DES ANNONCES (non compris):  
Les 20 premières lignes ..... 25 c. étagées  
Au-dessus de 20 lignes ..... 25 14.  
Les annexes renvoyées en passant la moitié du prix de la  
première feuille.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Pièces : portant approbation et révision de la commission chargée de l'établissement de la marine et de la construction des objets devant être fabriqués à Tahiti; et demandant consentement à l'effet de contracter mariage. — Motuiahi, — Cocti, — Nomination.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Bulletin télégraphique. — Mouvement cyclonique. — Accidents hydrographiques. — Marques au port. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'article 1<sup>er</sup> de l'Arrêté du 23 janvier 1872 portant création de la municipalité pour la perception du droit d'octroi de mer;

Vu également l'article 2 de l'Arrêté du 9 janvier 1873, exécutant du droit d'octroi de nos divers ustensiles et machines destinés à l'agriculture et à l'industrie;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur; Le Conseil d'administration entendu,

DÉCISION :

Une commission, composée de :

M. EUGÈNE, aide-commissaire de la marine, chef du service des contrôlantes, président;

M. BIZARD, commissaire de la marine, commissaire aux approvisionnements;

Van BOE VEYEN, commissaire-priseur;

TENOT, négociant;

PAULLET, déc.

CORNETTE, lieutenant d'artillerie de marine,

se réunira, sur la convocation du son président, à l'effet d'établir :

Le montant des accises sur les marchandises soumises au droit d'octroi de mer;

Le montant des denrées et ustensiles qui, conformément à l'arrêté du 9 janvier 1873, doivent être exonérées du droit d'octroi de mer, comme étant destinés à l'agriculture et à l'industrie.

La commission se conformera, quant à l'établissement de la municipalité, aux dispositions de l'arrêté du 22 janvier 1872.

L'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 avril 1873.

GIBRAD.

Pas le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur. —

L. LE GUAY.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu la demande formulée par le sieur Cheoung Chem-bo (n° 186), cultivateur, demeurant à Pana, à l'effet d'être autorisé à construire moringue avec dommelle Teauranahia à Muire, domiciliée à Pana;

Vu les décrets du 14 juillet 1861 et 25 novembre 1863, et l'arrêté du 8 avril 1866;

Attendu que les pièces produites à l'appui de la demande sont suffisantes;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS DECIDE ET DÉCISÉ :

Art. 1<sup>er</sup>. Consentement est donné au sieur Cheoung Chem-bo (n° 186) à l'effet de contracter mariage.

Art. 2. Expédition la présente décision sera annexée au registre du état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. Le ministre de l'Intérieur, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, publiée au Messager et insérée au Bulletin officiel des Établissements.

Papeete, le 18 avril 1873.

GIBRAD.

Pas le Commandant Commissaire de la République :

Le Procureur de la République, Chef du service judiciaire. —

HOLBERT.

Par décision de M. l'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur en date du 21 avril 1873, M. Bizard, commissaire de police auxiliaire, est appris à remplir, en outre des fonctions d'huissier près le tribunal, celles de porteur de contraintes, en remplacement du garde Thibault, appelé à d'autres services.

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 26 avril 1873, prise sur la proposition de l'ordonnateur, un congé d'un an, sans solde, a été accordé à M. Defontaine, commis de marine.

Par une décision en date du même jour, prise également sur la proposition de l'ordonnateur, M. Defontaine, commis de marine, titré en droit, a été nommé défenseur du gouvernement et chargé de plaider les causes de l'administration devant les tribunaux de Tahiti.

Par décision ministérielle en date du 30 janvier 1873, M. Sallot des Noyers, écrivain de marine, a été nommé commis de marine aux colonies.

PARTIE NON OFFICIELLE

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

(Départs suivis du Courrier de ses Provinces)

FRANCE.

Versailles, 13 mars. — L'Assemblée a adopté aujourd'hui le projet constitutionnel du comité des trente par un vote de 411 voix contre 234.

Paris, 13 mars. — Mardi dernier, le Président a fait informer le cabinet de Berlin, par une note, que le gouvernement français ne possait de compléter le paiement de la première moitié du quatrième milliard pour la fin d'avril, et celui de la seconde moitié fin juillet; de payer ou entre 250 millions et de donner des garanties financières pour la fin d'août.

Paris, 16 mars. — Le nouveau traité entre la France et l'Allemagne pour l'évacuation des provinces françaises a été signé hier à Berlin. Les troupes allemandes devront avoir évacué le territoire le 1<sup>er</sup> juillet. Des troupes ont été envoyées sur la frontière d'Espagne pour aider les autorités locales à faire exécuter l'ordre qui interdit l'entrée du territoire aux carlistes qui voudraient y plonger.

Versailles, 18 mars. — Le budget a été présenté hier à l'Assemblée. Il montre que les finances nationales sont dans la plus belle situation depuis longtemps. Le Trésor laissera dans la somme qui reste due à l'Allemagne, et il n'y aura pas besoin de recourir à l'emprunt pour payer l'indemnité de guerre aux dates convenues dans la convention signée samedi dernier par M. Thiers et von Armin.

Paris, 18 mars. — Les directeurs du journal *le Rappel* ont été arrêtés pour violation de la loi sur la presse.

ALLEMAGNE.

Berlin, 12 mars. — Le Parlement allemand n'est réuni aujourd'hui. L'empereur a ouvert la session par un discours dans lequel il a dit qu'il croit que les négociations qui se poursuivent amèneront l'évacuation complète du territoire français par les troupes allemandes plus tôt qu'on ne l'avait d'abord attendue.

ANGLETERRE.

London, 12 mars. — La scène qui a suivi le rejet du bill ministériel sur l'Université Irlandaise débute toute description. L'excitation était à son comble. Les opérateurs passaient des bourses. Parmi les visiteurs qui assistaient aux séances on remarquait le prince de Galles, la princesse Louise et le prince Christian. Les députés étaient tous assis. Après la lecture du résultat du vote, Gladstone s'est levé et a dit : « Le vote qui vient d'avoir lieu est certainement d'un caractère très grave. Comme la Chambre ne desire pas continuer ses délibérations pendant que l'existence du gouvernement est en doute, je propose l'ajournement jusqu'à jeudi. » La motion a été adoptée. Gladstone s'est rendu devant la reine aujourd'hui, lui a offert sa démission. Il y a eu nombreuse réunion ce soir au Reform club. Les libéraux qui ont voté contre le gouvernement décident qu'ils sont prêts à donner à Gladstone un vote de confiance s'il veut l'accepter. Mais on dit que Gladstone ne demande qu'à se retirer.

London, 13 mars. — Les étudiants de Trinity College à Dublin ont élu Gladstone en élu.

London, 14 mars, minuit. — Disraeli s'est rendu aujourd'hui auprès de la reine, qui l'a chargé de former un nouveau gouvernement. Il n'a pas donné de réponse définitive et a demandé du temps pour consulter ses amis dont plusieurs sont sbiglets. La reine a rendu à la demande de l'ancien ministre, sir Charles Dilke, un télégramme envoyé aux lords Derby, Cairns et Carnarvon. Jusqu'à ce qu'on ait reçu leur réponse, il est impossible de prévoir le résultat de la crise. On craint que Disraeli soit incapable de former un nouveau gouvernement.

London, 15 mars. — Disraeli refuse le ministère; il est allé ce matin et informer la reine. Lord Derby partage l'opinion de Disraeli que les conservateurs ne peuvent pas prendre la responsabilité de former un nouveau gouvernement dans les circonstances actuelles.

London, 16 mars. — Gladstone a eu hier une entrevue avec la reine. Il est probable qu'un nouvel ajournement du Parlement sera demandé lundi.

London, 19 mars. — Ce matin, à la requête de la reine, Gladstone a repris ses fonctions de premier ministre et a reformé le cabinet. Presque tous les ministres ont été maintenus dans leur emploi. La conduite de Gladstone est généralement approuvée.

ESPAGNE.

Madrid, 12 mars. — L'Assemblée a adopté définitivement le projet de loi pour la dissolution des Cortés et la convocation d'une Chambre constitutive. Martos, président de l'Assemblée et Lopez, secrétaire, ont donné leur démission. On a repris le débat sur le

